

SHORT NEWS

Xénophobie institutionnalisée

Certes, la discussion profite toujours à celui qui la lance. Pourtant, celles et ceux qui critiquent - à tort ou à raison - le député vert Camille Gira de vouloir se profiler aux dépens de notre police nationale en l'accusant de racisme, feraient mieux de repenser leurs propos. Si la liberté de penser couvre aussi celle de proférer des conneries, comme dans le courriel incriminé que Gira a fait parvenir au ministre Halsdorf dans le cadre de sa question parlementaire urgente, elle ne s'applique pourtant pas à tout le monde, ou à tous les postes. Comme l'a rappelé le Clae dans un communiqué, le racisme et la xénophobie sont intolérables et incompatibles avec la mission confiée aux représentant-e-s de l'autorité publique. Et le texte circulant apparemment entre hauts fonctionnaires de la police grand-ducale véhicule une vue particulièrement nauséabonde des étrangers en les qualifiant de parasites dépourvus de toute volonté d'intégration. Nous sommes bien dans le racisme européen le plus profond et loin de la réalité du terrain. Et cela ne sied pas à des personnes censées appliquer les lois - y compris les lois anti-discriminatoires. Reste à voir si cette fois, la hiérarchie réagira.

Jugement salomonien

Nul n'avait vraiment prévu le prononcé du verdict : dans l'affaire qui opposait le Consistoire israélite à l'ancienne juge Marguerite Biermann, le jugement a été rendu ce jeudi. Rappel des faits : dans une carte blanche que la radio RTL avait accordée à Biermann le 14 décembre 2009, cette dernière s'en était prise violemment non seulement à l'Etat d'Israël, mais avait également appelé la communauté juive du Luxembourg à s'opposer à la politique sioniste de l'Etat hébreu. De plus, elle n'hésita pas à citer nommément certaines personnalités publiques locales d'obédience judaïque, tel l'ancien président du Conseil d'Etat, Alain Meyer. L'histoire s'envenima lorsque, une fois la polémique enclenchée, elle récidiva dans les colonnes du Tageblatt. Finalement, l'affaire a atterri devant les tribunaux avec une plainte déposée par le Consistoire pour incitation à la haine raciale ou religieuse ainsi que pour diffamation. Si le tribunal rejeta la plainte pour incitation à la haine raciale ou religieuse, il condamna néanmoins, au pénal, Biermann à 1.000 euros d'amende avec sursis pour diffamation et au civil à un euro symbolique. Biermann a fait savoir qu'elle allait en appel, et, le cas échéant, n'hésiterait pas à invoquer à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

woxx@home

Luxemburgs teuerster Sozialfall ?

Ja, da schaut Sie sich schon mal um, unsere souveräne Monarchin. Sieht man schon die Angst in ihren Augen ? Den blanken Horror bei der Vorstellung eines drohenden sozialen Abstiegs ? Das jedenfalls fragten sich die woxxies, als sie auf ihrem Terminkalender entdeckten, dass das großherzogliche Paar letzten Montag doch tatsächlich die „épicerie sociales“ im Süden ihres Reichs besuchte. Exakt zwei Wochen zuvor hatten die Jusos noch Sparmaßnahmen für den Hof gefordert und nun will ebendieser demonstrieren wie schlecht es ihm eigentlich geht? Oder ist es nur eine weitere Profilierungsaktion um das arg ramponierte Image - auf Kosten der Ärmsten - aufzupolieren? Fragen über Fragen. So langsam wird uns doch etwas bange für unsere geliebte Demo... äh ... Monarchie.



AKTUELL

VIDEOSURVEILLANCE

Mauvais cache-sexe

Luc Caregari

Pendant des mois, le ministre Halsdorf a pris l'étude Visupol comme prétexte à ses décisions univoques en matière de vidéosurveillance. Maintenant qu'elle est publique, on constate que l'empereur était nu dès le début.

Si les débats à la Chambre des député-e-s de la semaine dernière ont clarifié ne serait ce qu'une seule chose, c'est que la vidéosurveillance au Luxembourg manque clairement de transparence. Pour acculer le ministre de l'intérieur le député vert Felix Braz - qui se verrait bien à sa place - a interpellé Jean-Marie Halsdorf justement sur le sujet de la vidéosurveillance et sur son élargissement souhaité par le ministère. Rappelons que dans ce contexte, le ministre Halsdorf a même osé traiter d'incompétents les membres du conseil communal eschois, qui - sur l'instigation de déi Lénk - avaient déposé une motion dans laquelle ils réfutaient l'installation de caméras de police sur leur territoire.

Eh bien, ce n'est pas seulement cette remarque qui est restée coincée comme une arête dans le cou de Jean-Marie Halsdorf. Déjà rien que le fait que son intervention avait tout d'une défense, indique que le dossier n'est pas vraiment kacher. Et pour cause: la fameuse étude Visupol, que le ministre avait déjà évoqué pour justifier sa décision unilatérale de continuer la vidéosurveillance sur le territoire de Luxembourg-Ville fin 2009 - sans pourtant la publier à l'époque - est tout sauf une étude. Cela ressemble plutôt à une énumération des infractions constatées dans les zones surveillées qu'à une analyse poussée des avantages que représenterait l'espionnage par vidéo. Premièrement, et le reproche date déjà de fin 2009, elle a été faite par la police elle-même - elle est donc tout sauf indépendante et désintéressée. Deuxio, elle est même plutôt tendancieuse. Et cela parce qu'elle met en relation directe la zone C dans la capitale - la gare pour être précis - avec

les gares d'Esch-sur-Alzette et d'Ettelbruck, donc justement là où Halsdorf rêve de pouvoir installer au plus vite des caméras. Pourtant, les chiffres sont tout sauf parlants : si le taux d'élucidation des infractions constatées diffèrent, ce n'est que de peu - 10 pour cent de décalage entre Esch et la capitale par exemple - et cela ne suffit pas pour conclure à un avantage des zones surveillées. D'autant plus que dans la majorité des cas, il s'agit de simples identifications des



malfaiteurs - cela veut dire qu'on sait très bien à quoi le malfrat ressemble ou, dans le meilleur des cas, il est connu nominativement, mais cela ne veut pas dire que la police ait réussi à lui mettre les menottes. En plus, les délits constatés sont loin d'être des crimes capitaux : si la grande majorité concerne des agressions, des crimes « très graves » comme la mendicité, le vandalisme ou des délits liés à la drogue sont capitalisés sous la même et unique catégorie.

Autre grave problème : les agents Visupol, ceux derrière les écrans, ne sont même pas assermentés. Certes, Halsdorf a invoqué qu'ils avaient tous été formés à l'avance sur le tas, mais qu'importe à partir du moment où ceux-ci ne sont pas forcés de prêter allégeance au gouvernement et à la constitution ?

Après tout, un système de vidéosurveillance étatique est un signe de méfiance de l'Etat face à ses citoyens. Et en tant que tel, ces derniers ont le droit de savoir ce qui se passe derrière les écrans. En tout cas, si Halsdorf a réussi une chose, c'est d'augmenter la méfiance envers sa politique opaque et pas vraiment cohérente.